

Ciblons les profiteurs canadiens de la guerre en Colombie!

La Colombie trône au premier rang des pays les plus dangereux pour l'activité syndicale et au deuxième rang en termes de déplacements forcés de la population. Plus de 85% des réfugiés internes et des syndicalistes assassinés proviennent des régions d'exploitation minière et pétrolière du pays. Or le Canada, signataire d'un accord de libre-échange avec la Colombie, est le premier pays d'origine des investissements miniers à l'étranger et contrôle, par le biais de capitaux privés, les plus importantes réserves de pétrole de la Colombie.

La pétrolière canadienne Pacific Rubiales Energy exploite des champs pétrolifères où travaillent environ 14 000 ouvriers dans la région de Puerto Gaítan et Campo Rubiales (département du Meta). L'entreprise sous-traite actuellement sa main-d'oeuvre, impliquant que ses travailleurs occupent des emplois non-permanents et précaires, puisque ce sont des contrats renouvelables de 28 jours, une pratique illégale selon le code du travail colombien. Depuis 2011, le conflit de travail a engendré plusieurs violations aux droits de la personne (agressions contre les ouvriers syndiqués : menaces de morts, attentats, diffamation) et au droit du travail (pratiques antisyndicales, conditions de travail, d'embauche et taux salarial en violation des normes colombiennes relatives au travail dans l'industrie pétrolière). Pacific Rubiales est aussi accusée d'orchestrer des attaques contre les travailleurs syndiqués, incluant calomnies, menaces de morts et tentatives d'assassinat.

Le Tribunal populaire contre les politiques extractives poursuit deux grands objectifs. Premièrement, de créer un espace politique par et pour les mouvements sociaux au sein duquel sont identifiés les impacts des mégaprojets minéro-énergétiques (violations aux droits du travail, aux droits sociaux-environnementaux et aux droits des peuples) et deuxièmement, d'alimenter de futures actions politiques et juridiques contre les violations commises par des entreprises multinationales présentes en Colombie.

Questions? Intérêts? Contactez-nous dès maintenant par courriel info@pasc.ca ou téléphone (Leila Celis au 514.424.8890)

Plus d'informations en ligne WWW.PASC.CA

MilitantEs et médias autonomes recherchés
MOBILISATION INTERNATIONALE EN COLOMBIE
CONTRE LES COMPAGNIES EXTRACTIVES ÉTRANGÈRES

Les organisations sociales et syndicales de Colombie organisent cet été un **Tribunal populaire contre les politiques extractives en Colombie** afin que soit mises au banc des accusés les compagnies étrangères (mines, pétroles, gaz et hydroélectricité) qui, en plus de piller les ressources naturelles de ce pays subordonné, alimentent la violence politique contre les syndicalistes, les communautés affectées par leurs mégaprojets et les militantEs sociaux et environnementaux. Ce tribunal éthique sera précédé d'une série d'audiences publiques dont celle contre **la plus importante compagnie pétrolière de Colombie, la cie canadienne Pacific Rubiales Energy.**

Le Projet Accompagnement Solidarité Colombie (PASC) est à la recherche de militantEs souhaitant participer et/ou couvrir médiatiquement les différents événements de l'été 2013 :

- | | |
|--|---|
| <i>13 juillet</i> | Audience publique contre la pétrolière canadienne Pacific Rubiales Energy |
| <i>14 juillet</i> | Caravane vers les champs pétroliers (Puerto Gaitan, département du Méta) |
| <i>2 dernières semaines de juillet</i> | Jumelage avec des organisations sociales, paysannes ou syndicales colombiennes |
| <i>3 au 5 août</i> | Tribunal populaire contre les politiques extractives en Colombie |
| <i>8 et 9 août</i> | Rencontre internationale de la <i>Red de Hermandad y Solidaridad con Colombia</i> |

Soirée d'introduction : Jeudi 30 mai, 18h -21h

au sous-sol du Commensal 1720 St-Denis (métro Berri)

Formations pré-départ : les dimanches 16 et 23 juin 2013